



PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

*Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt*

**Service régional de l'agriculture,
de la forêt et des territoires**

ARRÊTÉ DRAAF n°2016/ 240

**portant
SCHEMA DIRECTEUR REGIONAL DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Le préfet de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- l'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles ;
- les articles L331-1 et suivants ;
- les articles R331-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012/DRAAF/106 du 18 avril 2012 approuvant le plan régional d'agriculture durable des Pays de la Loire

Vu l'avis des préfets de département de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée

Vu l'avis du conseil régional des Pays de la Loire du 25 mars 2016

Vu l'avis de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire du 11 mars 2016

Vu l'avis de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural des Pays de la Loire du 16 novembre 2015

SUR proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales,

ARRÊTÉ

Article 1 : définitions

En application de l'article L331-1-1, les différents types d'opérations mentionnées à l'article L312-1, qui peuvent être soumises au contrôle des structures au regard du présent schéma, sont :

- **l'installation** : action de s'établir, avec ou sans aides, sur une ou plusieurs unités de production constituant une entité juridique et économique autonome et indépendante pour y exercer une activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- **la réinstallation** : fait de remettre en valeur une exploitation agricole, suite à expropriation ou éviction certaine en application des articles L. 242-3 et L. 242-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou des articles L. 411-58 à L. 411-63 du code rural et de la pêche maritime ;
- **l'installation progressive** : toute installation faite en plusieurs étapes (durée maximale de 5 ans) conformément au projet approuvé par l'autorité administrative pour atteindre le seuil de viabilité économique requis au sens de l'article L330-2 du code rural et de la pêche maritime
- **l'agrandissement** : fait, pour une personne, physique ou morale, mettant en valeur une exploitation agricole, d'accroître la superficie de cette exploitation. L'installation d'un nouvel exploitant en tant qu'associé d'une personne morale, si elle s'accompagne d'une mise à disposition de terres supplémentaire, est un agrandissement de la société au regard des priorités du SDREA ;
- est également considéré comme **un agrandissement ou une réunion d'exploitations au bénéfice d'une personne morale**, la mise à disposition de biens d'un associé exploitant lors de son entrée dans une personne morale ;
- **l'agrandissement ou la réunion d'exploitation à titre indirect par une personne associée d'une société à objet agricole** : fait de participer dans la société aux travaux de façon effective et permanente. C'est l'ensemble des unités de production de la société qui sera pris en compte dans le calcul de la superficie totale de l'exploitation du demandeur
- **la concentration d'exploitations** : adjonction d'une nouvelle unité de production, de manière directe ou indirecte, entre les mains d'une même personne ou réduction de la main d'oeuvre d'une exploitation existante, conduisant à réduire la diversité des productions et le nombre d'emplois des exploitations concernées. A apprécier au regard des critères spécifiques arrêtés par le SDREA.
- **la création ou l'extension des capacités d'un atelier de production hors sol** : fait, pour une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de mettre en valeur un atelier de production hors sol à titre individuel ou dans le cadre d'une personne morale, ou d'accroître la capacité de cet atelier de production hors sol dans les mêmes conditions.

Pour fixer les critères d'appréciation de l'intérêt d'une opération, on entend par :

- **maintien et consolidation d'une exploitation existante** : fait de permettre à une exploitation agricole d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable ;
- **preneur en place** : exploitant agricole individuel mettant en valeur, à titre exclusif ou non, une exploitation agricole en qualité de titulaire de tout bail rural sur les terres de ladite exploitation. Lorsque le bien pris à bail est mis, par son détenteur, à disposition d'une société d'exploitation dans laquelle il est associé, il y a lieu de prendre en compte, en comparaison de situation demandeur(s)/preneur, la situation de la société ;
- **année culturale** : période annuelle correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un ou plusieurs cycles biologiques de caractère végétal, comprise entre les travaux

préparatoires à l'unique ou première culture récoltée et les travaux de remise en état de repos du sol postérieurs à la dernière culture récoltée ou, à défaut de tels travaux, entre la première et la dernière récolte de l'année. Pour les autres types de productions, période de douze mois suivant la date de l'autorisation.

- **dimension économique d'une exploitation** : elle s'apprécie au regard des superficies exploitées, des activités principales envisagées et des productions choisies.
La méthode d'appréciation de la dimension économique d'une exploitation est précisée dans l'article 4 .

Autres définitions régionales précisant certains termes utilisés dans l'article 3 fixant l'ordre des priorités :

- **installation aidée** : installation d'un agriculteur bénéficiant des aides européennes à l'installation, dans le cadre du Plan de Développement Rural des Pays de la Loire 2014-2020, et qui, au dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter, satisfait :
 - aux conditions d'éligibilité à l'octroi des aides européennes à l'installation d'âge, de nationalité, de première installation, aux conditions de capacité ou d'expérience professionnelle prévues à l'article R331-2 du code rural et de la pêche maritime
 - et dispose d'un Plan de professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé.

NB : les installations visant majoritairement la production de produits piscicoles et aquacoles, ou au sein de la filière équestre ne visant pas majoritairement la production et l'élevage équin ne sont pas éligibles aux aides européennes à l'installation en Pays de la Loire.

- **installation aidée progressive** : installation progressive d'un agriculteur bénéficiant des aides européennes à l'installation, dans le cadre du Plan de Développement Rural des Pays de la Loire 2014-2020, et qui, au dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter, satisfait :
 - aux conditions d'éligibilité à l'octroi des aides européennes d'âge, de nationalité, de première installation,
 - aux conditions de capacité ou d'expérience professionnelle prévues à l'article R331-2 du code rural et de la pêche maritime
 - et dispose d'un Plan de professionnalisation Personnalisé (PPP) agréé.

Le dispositif d'installation progressive permet à l'agriculteur de développer progressivement son projet pour disposer en fin de projet d'une exploitation viable et d'un revenu agricole au moins égal à 50 % de son revenu professionnel global au terme de la 4ème année du plan d'entreprise. Ce dispositif permet aux candidats à l'installation d'accéder aux aides (cadre national installation du 20/03/2015)

- **installation non aidée** : installation d'un agriculteur ne bénéficiant pas des aides européennes à l'installation
- **installation à temps plein** : une installation est à temps plein quand l'agriculteur qui s'installe, travaille moins de 160 heures par an à l'extérieur de l'exploitation.
- **installation à titre principal** : une installation est à titre principal quand le revenu agricole issu de l'exploitation représente au moins 50 % du revenu professionnel global.
- **installation à titre secondaire** : une installation est à titre secondaire quand le revenu agricole issu de l'exploitation représente entre 30 et 50 % du revenu professionnel global.

- **réinstallation / reconstitution d'une exploitation impactée** : réinstallation / reconstitution d'une exploitation en compensation de surfaces perdues sans en être l'initiateur et hors accord amiable, notamment suite à une opération ayant donné lieu à une déclaration d'utilité publique, ou suite à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire. La réinstallation / reconstitution de l'exploitation impactée se limitera à la compensation des surfaces perdues, déduction faite des surfaces attribuées dans le cadre des indemnisations suite à expropriation, dans la limite d'un coefficient économique par actif après reprise de 1.
- **installation en végétal spécialisé** : installation sur une exploitation dont la surface pondérée en végétal spécialisé est supérieure à 70 % de la SAU pondérée de l'exploitation. La pondération des surfaces est réalisée à partir des coefficients d'équivalence des annexes 5 et 6.
On entend par végétal spécialisé les cultures pour lesquelles est fixée une équivalence de surface dans le tableau en annexe 5.
- **installation en élevage** : installation sur une exploitation dont la surface pour couvrir les besoins en alimentation des animaux de l'exploitation est supérieure à 50 % de la SAU de l'exploitation. La surface pour couvrir les besoins en alimentation des animaux de l'exploitation est estimée à partir de l'effectif animal de l'exploitation par la méthode décrite dans l'article 4 du présent schéma.
- **capacité professionnelle** : a la capacité professionnelle celui qui satisfait aux conditions prévues à l'article R331-2 du code rural et de la pêche maritime
- **distance entre le siège d'exploitation et les terres à reprendre** : estimée par la distance de voie publique la plus directe, ou de voie publique la plus compatible avec les conditions de circulation pour les zones périurbaines littorales, entre le siège d'exploitation ou du site d'élevage, et la parcelle à reprendre.

Article 2 : Orientations

Au regard des objectifs fixés à l'article L331-1, les orientations de la politique régionale poursuivies doivent promouvoir une agriculture diversifiée, source d'emplois, permettant la pérennisation et le maintien d'emplois, et génératrice de revenu pour les agriculteurs, et notamment :

Pour inscrire durablement l'agriculture dans les territoires :

- privilégier les projets d'installations viables,
- privilégier les candidats à l'installation qui projettent de travailler à temps plein sur l'exploitation
- conserver le plus grand nombre d'exploitations transmissibles, pour assurer le renouvellement des exploitants agricoles,
- encourager les conjoints collaborateurs à évoluer vers le statut de chef d'exploitation
- éviter le démantèlement d'exploitations viables (bâtiments et foncier)
- participer à l'amélioration de la structure parcellaire des exploitations
- favoriser les systèmes de production associant performance économique et performance environnementale
- prioriser les systèmes de production agrobiologiques pour la reprise des terres déjà menées en agrobiologie,

- favoriser les systèmes de production et les pratiques concourant au maintien/amélioration de la biodiversité et de la qualité de l'eau dans les territoires à enjeux.

Pour contribuer au renforcement de la compétitivité du secteur en amont et en aval, dans le respect des milieux naturels :

- conforter les exploitations dont la dimension économique et les références de productions sont insuffisantes
- promouvoir des systèmes de production plus autonomes économiquement et environnementalement

Pour participer à la pérennisation des marchés et des filières :

- promouvoir une agriculture professionnelle et diversifiée, capable d'approvisionner les filières régionales agricoles
- maintenir des activités agricoles et rurales fortes,
- favoriser toutes les activités d'élevage et de cultures végétales spécialisées, professionnelles, génératrices d'emplois et de valeur ajoutée.

Article 3 : ordre de priorité

Un ordre des priorités entre les différents types d'opérations concernées par une demande d'autorisation mentionnée à l'article L. 331-2 est établi en prenant en compte :

- la nature de l'opération, au regard des objectifs du contrôle des structures et des orientations définies par le présent schéma
- l'intérêt économique et environnemental selon les critères définis à l'article 7

3.1 : Modalités de délivrance des autorisations d'exploiter

1) L'autorité administrative vérifie, compte tenu des motifs de refus prévus à l'article L. 331-3-1, si les conditions de l'opération permettent de délivrer l'autorisation d'exploiter.

Selon l'article L 331-3-1, l'autorisation d'exploiter peut être refusée :

1° Lorsqu'il existe un candidat à la reprise ou un preneur en place répondant à un rang de priorité supérieur au regard du présent schéma

2° Lorsque l'opération compromet la viabilité de l'exploitation du preneur en place ;

3° Si l'opération conduit à un agrandissement ou à une concentration d'exploitations au bénéfice d'une même personne excessifs au regard des critères définis au 3° de l'article L. 331-1 et précisés par le schéma directeur régional des structures agricoles en application de l'article L. 312-1, sauf dans le cas où il n'y a pas d'autre candidat à la reprise de l'exploitation ou du bien considéré, ni de preneur en place.

4° Dans le cas d'une mise à disposition de terres à une société, lorsque celle-ci entraîne une réduction du nombre d'emplois salariés ou non salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations concernées.

2) En cas de demandes concurrentes de même rang de priorité, l'autorité administrative compétente délivre plusieurs autorisations, sauf si, dans ce rang de priorité, il a été prévu des critères permettant de départager les demandes entre elles et de dégager celles qui seront plus prioritaires.

3) L'autorisation peut n'être délivrée que pour une partie de la demande, notamment si certaines des parcelles sur lesquelles elle porte font l'objet d'autres candidatures prioritaires au regard du SDREA.

Au regard de l'article L331-3-1 sus-visé, les demandes concurrentes sont examinées selon l'ordre de priorité défini ci-dessous. Le niveau de priorité d'une demande est déterminé à partir :

- de situations particulières prioritaires (définies ci – après)
- de rangs de priorité définis selon la nature de l'opération (installations, agrandissements, réinstallations / reconstitution d'exploitations).
- Pour toutes les opérations, hors projets d'installation : à rang de priorité égal, les dimensions économiques des exploitations sont comparées par le moyen d'un coefficient économique par actif. Sera prioritaire la demande dont l'exploitation concernée présentera le coefficient le plus bas (dans une fourchette de 0,10)
- à rang de priorité égal et à dimension économique égale, la demande concernant une exploitation engagée dans une des démarches environnementales précisées dans le paragraphe 3.5, sera prioritaire, sauf si l'attribution de l'autorisation d'exploiter entre en contradiction avec un aménagement parcellaire cohérent, notamment si l'attribution aboutit à un enclavement de parcelles.

3.2 : Sont définis les rangs de priorité suivants (priorité décroissante) :

Rang 1 : Projet d'installation individuelle ou sociétaire aidée (non progressive) d'un agriculteur à temps plein en élevage ou cultures végétales spécialisées

ou

Réinstallation ou reconstitution d'une exploitation impactée à plus de 25 % de la SAU initiale sur les 5 dernières années, dans la limite des surfaces perdues, dans la limite d'un coefficient économique par actif de 1 après reprise et dans le cas d'une distance entre siège et parcelle à reprendre inférieure à 10 km

Au-delà d'un coefficient de 1, la reprise des terres supplémentaires sera considérée comme un agrandissement de priorité 9, sauf si la reprise partielle compromet la cohérence économique et technique du projet de réinstallation.

ou

Reprise par un associé sortant d'une société agricole de parcelles mises en valeur par cette société et mises à disposition de cette société par cet associé.

Rang 2 : Projet d'installation individuelle ou sociétaire aidée à temps plein (aidée ou aidée progressive) (autre que les cas de rang 1)

Entre deux demandes concurrentes de ce rang de priorité, seront prioritaires :

- les projets d'installations aidées progressives en élevage et végétal spécialisé
- puis les projets d'installations aidées en productions autres qu'élevage et végétal spécialisé
- puis les projets d'installations aidées progressives en productions autres qu'élevage et végétal spécialisé

Rang 3 : Projet d'installation individuelle ou sociétaire non aidée à temps plein d'un agriculteur ayant la capacité professionnelle, présentant un plan d'entreprise, non éligible à l'octroi des aides européennes à l'installation du fait de la limite d'âge

En cas de concurrences au sein de ce rang de priorité, seront prioritaires les projets en élevage et végétal spécialisé.

Rang 4 : Agrandissement pour confortation d'une exploitation

ou Réinstallation ou reconstitution d'une exploitation impactée à plus de 10 % et moins de 25 % de la SAU totale initiale sur les 5 dernières années,

dont le coefficient économique par actif avant reprise est inférieur à 0,7, dans la limite d'un coefficient économique par actif après reprise de 1, et dans le cas d'une distance entre siège et parcelle à reprendre inférieure à 10 km.

Au-delà d'un coefficient de 1, la reprise des terres supplémentaires sera considérée comme un agrandissement de priorité 9, sauf pour les réinstallations si la reprise partielle compromet la cohérence économique et technique du projet de réinstallation.

Rang 5 : Projet d'installation individuelle ou sociétaire (aidée ou aidée progressive) d'un agriculteur à titre principal

En cas de demandes concurrentes au sein de ce rang de priorité, seront prioritaires :

- les installations en élevage et végétal spécialisé
- puis les projets d'installation progressives en élevage et végétal spécialisé
- puis les projets d'installation en productions autres que élevage et végétal spécialisé
- puis les projets d'installation progressives en productions autres que en élevage et végétal spécialisé

Rang 6 – Projet d'installation individuelle ou sociétaire non aidée à temps plein avec capacité professionnelle

En cas de concurrences au sein de ce rang de priorité, seront prioritaires les projets en élevage et végétal spécialisé.

Rang 7 - Agrandissement pour confortation d'une exploitation

ou Réinstallation ou reconstitution d'une exploitation impactée à plus de 10 % et moins de 25 % de la SAU totale initiale sur les 5 dernières années,

dont le coefficient économique par actif avant reprise est compris entre 0,7 et 1, dans la limite d'un coefficient économique par actif après reprise de 1 et dans le cas d'une distance entre siège et parcelle à reprendre inférieure à 10 km.

Au-delà d'un coefficient de 1, la reprise des terres supplémentaires sera considérée comme un agrandissement de priorité 9, sauf pour les réinstallations si la reprise partielle compromet la cohérence économique et technique du projet de réinstallation.

Rang 8 - Projet d'installation individuelle ou sociétaire aidée d'un agriculteur à titre secondaire

Entre deux demandes concurrentes de ce rang de priorité, seront prioritaires les projets en élevage et végétal spécialisé aux projets en productions autres.

Rang 9 - Agrandissement d'une exploitation,

ou Réinstallation ou reconstitution d'une exploitation impactée à plus de 10 % et moins de 25 % de la SAU totale initiale sur les 5 dernières années,

dont le coefficient économique par actif avant reprise est supérieur à 1 et dans le cas d'une distance entre siège et parcelle à reprendre inférieure à 10 km.

Rang 10 - autres projets d'installation et autres cas

3.3 : Précisions des priorités pour les situations particulières suivantes :

a) Les projets d'installations seront considérés de priorité 1, 2, 3, 5, 6 et 8, jusqu'à un coefficient économique par actif après reprise de 1,2. Au-delà, la reprise des terres supplémentaires sera considérée comme un agrandissement de priorité 9 sauf si la reprise partielle compromet la cohérence économique et technique du projet d'installation.

b) Concurrence entre deux projets d'installations de même priorité : sera prioritaire le projet d'installation qui prévoit la reprise du siège de l'exploitation

c) Non réalisation d'un projet d'installation : en cas de constat de non réalisation dans un délai de 18 mois à compter de la date de décision d'autorisation d'exploiter, d'un projet d'installation qui s'est vu attribuer une autorisation d'exploiter, et en cas de dépôt tardif d'une demande d'autorisation d'exploiter concurrente, le préfet pourra attribuer une autorisation à cette demande tardive.

d) Reprise de parcelles conduites en agriculture biologique : en cas de demandes concurrentes de même rang de priorité pour la reprise de parcelles conduites en agriculture biologique ou en cours de conversion (certifiées), la priorité est donnée à l'exploitation candidate à la reprise, dont les productions sont certifiées en agriculture biologique ou en conversion, et s'engageant à maintenir les parcelles sollicitées en agriculture biologique, dans la limite d'un différentiel de coefficient de 0,3 avant reprise entre les exploitations des candidats concurrents, dans la limite d'une distance entre siège et parcelle à reprendre inférieure à 10 km, Cette priorité ne sera pas donnée si l'attribution de l'autorisation d'exploiter entre en contradiction avec un aménagement parcellaire cohérent, notamment si l'attribution aboutit à un enclavement de parcelles.

3.4 : Situations particulières prioritaires

a) Une demande d'autorisation d'exploiter pour la reprise à plus de 90 % des surfaces par le conjoint d'un chef d'exploitation cessant son activité pour cas de force majeure, ou partant en retraite, est prioritaire à toute autre demande.

Dans le cas du départ en retraite d'un chef d'exploitation, son conjoint doit avoir la capacité professionnelle et le statut de conjoint collaborateur depuis au moins 2 ans sur l'exploitation.

b) Reprise pour déplacement quotidien des animaux : mises à part les demandes liées à une situation relevant du cas 3.4.a) qui sont prioritaires, une demande d'autorisation d'exploiter un ensemble de parcelles de surface totale limitée inférieure à 2 ha, ou de surface supérieure à 2 ha à condition qu'un échange soit prévu avec une autre exploitation, situées à proximité immédiate des bâtiments d'élevage dans la limite de 100 m et dont la reprise facilite le déplacement quotidien des animaux, est prioritaire à toute autre demande.

c) Echanges parcellaires : mises à part les demandes liées à une situation relevant des cas 3.4.a ou 3.4.b) qui sont prioritaires, est prioritaire à toute autre demande, une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles reprises suite à un échange parcellaire (échange en jouissance, entre fermiers, en propriété) entre agriculteurs, si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- pas d'augmentation de la surface des exploitations concernées de plus de 2 ha de surface pondérée ou de 10 % de la surface totale échangée
- dans la mesure où la contribution de l'échange à l'amélioration de la structuration parcellaire et du fonctionnement des exploitations concernées est démontrée par le demandeur
- dans la mesure où l'opération ne remet pas en cause des pratiques liées à des engagements environnementaux en cours.

3.5 : Pour les demandes d'agrandissements ou de réinstallation/reconstitutions (hors situations particulières détaillées dans le paragraphe 3.4) :

Si, au regard des priorités définies dans les paragraphes 3.1 à 3.4, des demandes concurrentes sont de même priorité, la dimension économique avant reprise des exploitations concurrentes est estimée par le calcul d'un coefficient économique par actif avant reprise.

- Si la différence entre les coefficients économiques par actif des exploitations concurrentes est supérieure à 0,10, la demande de l'exploitation ayant le coefficient le plus faible est prioritaire
- Si la différence est inférieure ou égale à 0,10, on considère que les exploitations ont la même dimension économique, et que les demandes bénéficient de la même priorité.

En cas de multiples concurrences de même rang de priorité, la différence sera évaluée à partir du coefficient le plus faible.

Exemple : 3 exploitations dont les demandes d'autorisation d'exploiter relèvent d'un rang de priorité 4 (consolidation d'exploitations) et ont les coefficients avant reprise suivants : exploitation A : 0,4 ; exploitation B : 0,45 ; exploitation C : 0,55. On considérera que les exploitations A et B ont la même dimension économique (différence inférieure à 0,10) et que

l'exploitation C a un coefficient supérieur (différence entre les coefficients des exploitations A et C supérieure à 0,10).

Si les exploitations concurrentes ont la même dimension économique (valeurs des coefficients économiques par actif identiques à 0,10 près), la demande concernant une exploitation engagée dans une des démarches environnementales suivantes sera prioritaire, sauf si l'attribution de l'autorisation d'exploiter entre en contradiction avec un aménagement parcellaire cohérent, notamment si l'attribution aboutit à un enclavement de parcelles:

- adhésion à un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE)
- adhésion au réseau DEPHY
- engagement dans une certification environnementale inscrite sur la liste agréée par le ministère chargé de l'agriculture
- certification en agriculture biologique

Article 4 : Calcul du coefficient économique par actif

Le coefficient économique par actif est calculé selon la méthode suivante :

1) Définition d'un montant de référence du revenu disponible par actif par grande production

- Le revenu disponible par actif (ou l'excédent brut de l'exploitation – annuités par actif) a été retenu comme critère de comptabilité le plus pertinent
- Le revenu disponible par actif retenu comme référence est de 30 000 € par actif, ce qui correspond à un revenu d'environ 2 SMIC et une réserve de trésorerie ; cette référence a été retenue au regard des résultats des exploitations du Réseau d'Information Comptable Agricole des années 2010 à 2014
- Le nombre d'unités de production nécessaire pour dégager ce revenu disponible de 30 000€ par actif a été estimé pour les grandes productions de la région (voir tableau en annexe n°1) au regard des résultats des exploitations du Réseau d'Information Comptable Agricole des années 2010 à 2014, de l'étude « Typologie des exploitations agricoles des Pays de la Loire » - décembre 2013, réalisée par la DRAAF et la Chambre régionale d'agriculture et des données issues du recensement général agricole 2010.

2) Calcul du coefficient économique de l'exploitation

2.1 Un coefficient « atelier » est calculé pour chaque atelier de l'exploitation, par le rapport entre le nombre d'unités de production de l'atelier et le nombre d'unités de production nécessaire pour atteindre le revenu disponible de référence de 30 000 €, indiqué en annexe n°1.

2.2 Prise en compte des besoins en surfaces de terres et prairies pour assurer le lien au sol de manière à assurer l'autonomie alimentaire et la valorisation des effluents d'élevage : calcul d'un coefficient « surfaces »

La surface nécessaire pour assurer un lien au sol de l'atelier animal de l'exploitation, est estimée à partir des bases suivantes :

2.2.a Estimation de la surface nécessaire à l'alimentation des ruminants :

- l'effectif animal de l'exploitation est converti en nombre d'UGB (unité gros bétail) selon le tableau d'équivalence de l'annexe n°2.
- les besoins fourragers de l'effectif animal de l'exploitation sont exprimés en tonnes de matière sèche et calculés sur la base de 5 tonnes de matière sèche par UGB. Ils sont obtenus par la multiplication du nombre d'unités par un coefficient indiqué dans l'annexe n° 2

Exemple : pour une exploitation livrant 600 000 litres de lait, les besoins fourragers de l'effectif laitier sera de $600 \times 1,071$, soit 642,6 tonnes de matière sèche

- Pour les veaux de boucherie : les besoins fourragers sont pris en compte dans le calcul des besoins fourragers totaux de l'effectif animal ruminant de l'exploitation à hauteur de 50 %.
- les apports fourragers de l'exploitation sont calculés selon la méthode suivante :

prairies permanentes	nombre d'ha en prairies permanentes x 5 tonnes de matière sèche / ha
prairies temporaires	nombre d'ha en prairies temporaires x 6,5 tonnes de matière sèche / ha

- les apports fourragers de fourrages annuels, nécessaires à l'alimentation de l'effectif animal ruminant pour compléter les apports fourragers des prairies permanentes et temporaires de l'exploitation, sont calculés par la différence entre les besoins fourragers de l'effectif animal ruminant de l'exploitation, et les apports fourragers des prairies permanentes et temporaires. La surface nécessaire en fourrages annuels est ensuite calculée par la division des apports en fourrages annuels par la production moyenne estimée à 12 tonnes de matières sèche par ha

La somme des surfaces en prairies permanentes, en prairies temporaires et en fourrages annuels représente la surface nécessaire à l'alimentation des ruminants de l'exploitation.

2.2.b Estimation de la surface nécessaire à l'alimentation des granivores :

- les besoins en céréales des animaux granivores sont exprimés en surface de céréales et estimés à partir du tableau d'équivalence en annexe n° 2
- Exemple : pour une exploitation ayant un bâtiment de 1000 m² de volailles de chair standard, les besoins en surface de céréales de l'effectif volailles de chair standard seront de : $1000 \text{ m}^2 \times 0,037$, soit 37 ha.*

La somme des surfaces de céréales des ateliers granivores représente la surface nécessaire à l'alimentation des granivores de l'exploitation.

2.2.c Calcul du coefficient de l'atelier « surfaces »

La surface nécessaire à l'alimentation des ruminants et 50 % de la surface nécessaire à l'alimentation des granivores de l'exploitation sont soustraites de la SAU diminuée de la surface

en végétal spécialisé.

Cette surface obtenue est rapportée à 105 ha (surface en grandes cultures permettant de dégager 30 000 € par actif) pour obtenir le coefficient de l'atelier « surfaces »

Le coefficient économique de l'exploitation est obtenu par la somme des coefficients -des ateliers et du coefficient « surfaces ».

Dans le cas de productions atypiques pour lesquelles il n'y a pas de références indiquées dans l'annexe n°1, le coefficient économique de l'exploitation sera obtenu par le rapport entre le revenu disponible de l'exploitation (données du dernier exercice comptable disponible) et le revenu disponible de référence de 30 000 €.

3) Prise en compte du nombre d'actifs

Le coefficient économique par actif de l'exploitation est obtenu en divisant le coefficient économique de l'exploitation par le nombre d'actifs défini à partir du tableau en annexe n°3.

L'annexe n°4 présente un exemple de calcul.

4) Moyens de production, surfaces et actifs pris en compte pour le calcul du coefficient économique par actif

Pour les installations, le coefficient économique par actif est calculé pour vérifier l'atteinte de la limite maximale du coefficient économique par actif de 1,2. Sont pris en compte les moyens de production prévus dans le projet d'installation.

Pour les confortations et les agrandissements, les réinstallations / reconstitutions d'exploitations impactées :

- le coefficient économique par actif avant reprise prend en compte les unités de production, les surfaces et les actifs de l'exploitation avant reprise
- le coefficient économique par actif après reprise prend en compte le nombre d'actifs et les moyens de production de l'exploitation prévus après reprise de l'exploitation.

Article 5 : les opérations SAFER

Les opérations des SAFER conduisant à la mise en valeur de terres agricoles par un exploitant entrent dans le champ d'application de droit commun du contrôle des structures. Le commissaire du Gouvernement agriculture est compétent en la matière.

Selon les dispositions de l'article L141-1, les interventions des SAFER visent à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable au regard des critères du SDREA ainsi que l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations.

Compte tenu des missions d'intérêt public des SAFER, **seront hors priorités, les opérations SAFER :**

- qui tendent à contribuer à la réalisation de tout projet d'intérêt collectif agricole ou lié à

la mise en œuvre des politiques publiques menées, notamment, par l'Etat et les collectivités territoriales,

- qui tendent à concourir à la protection de l'environnement à travers le respect d'un cahier des charges adapté,
- qui tendent à consolider l'économie agricole du territoire en rétrocédant des biens à des agriculteurs expropriés ou à des agriculteurs privés de la totalité de leur exploitation du fait de l'exercice du droit de reprise du propriétaire.
- liées à une mise en valeur transitoire de biens (conventions d'occupation précaires, conventions de mise à disposition) en attente d'une attribution définitive

Article 6 : Fixation des seuils de contrôle

1- Seuil de surface

1.1 - Le seuil retenu est de 45 ha pour l'ensemble de la Région, ce qui représente 73,53 % de la SAU moyenne régionale, toutes exploitations confondues, selon le RGA 2010.

1.2- Des équivalences sont fixées pour les productions suivantes :

- **Pour les cultures végétales spécialisées (tableau en annexe n°5) :**

L'équivalence est appréciée en tenant compte de la superficie nécessaire pour que la nature de la culture produise une valeur de production brute standard (PBS) équivalente à celle dégagée par la surface agricole utile régionale moyenne de l'ensemble des OTEX, hors OTEX grandes cultures, maraîchage et horticulture, viticulture, arboriculture, hors-sol et non classées.

- **Pour les productions hors-sol : voir tableau en annexe n°6**

1.3- Modalités de calcul de la surface pondérée pour établir si le seuil de surface est atteint :

Selon les dispositions de l'article L331-2 1°) du code rural et de la pêche maritime, sont soumises à autorisation préalable les installations, les agrandissements ou les réunions d'exploitations agricoles au bénéfice d'une exploitation agricole mise en valeur par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, lorsque la surface totale qu'il est envisagé de mettre en valeur excède une surface pondérée de 45 ha.

Pour établir la surface totale pondérée qu'il est envisagé de mettre en œuvre :

- Les productions hors sol et les cultures spécialisées feront l'objet d'une pondération égale, pour chaque production, au volume de production (surface ou taille d'atelier) multiplié par le coefficient d'équivalence indiqué dans le tableau en annexe n°5.
- Pour les productions hors-sol, la surface pondérée ainsi calculée sera ajoutée à la surface physique exploitée.
- Pour les cultures spécialisées, la surface pondérée ainsi calculée sera ajoutée à la surface physique exploitée dont sera déduite la surface physique en cultures spécialisées.

Exemple de calcul de surface pondérée :

Cas d'une exploitation dont la surface est 43 ha. 12 ha sont cultivés en légumes plein champ, 31 ha en grandes cultures. L'exploitation possède un atelier porc engraisseur de 100 places.

Calcul de la surface pondérée de la culture spécialisée (légumes plein champ) :

$$12 \text{ ha} \times \text{coefficient } (4,3) = 51,60 \text{ ha}$$

Calcul de la surface pondérée de l'atelier hors-sol (porc engraisseur) :

$$100 \text{ places} / \text{coefficient } (24) = 4,17 \text{ ha}$$

Calcul de la surface pondérée totale de l'exploitation :

$$\text{surface de l'exploitation } (43 \text{ ha}) - \text{surface en culture spécialisée } (12 \text{ ha}) + \text{surface pondérée de la culture spécialisée} + \text{surface pondérée de l'atelier hors-sol } (4,17 \text{ ha}), \\ \text{soit : } 43 \text{ ha} - 12 \text{ ha} + 51,6 \text{ ha} + 4,17 \text{ ha} = 86,77 \text{ ha}$$

2- Seuil de distance

Au regard de l'article L331-2 4°, sont soumis à autorisation préalable les **agrandissements ou réunions d'exploitations pour les biens** pour lesquels la distance entre la parcelle à reprendre et le siège d'exploitation, est supérieure à 10 km (par voie publique).

Article 7 : Les critères

1) Les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental énoncés à l'article L312-1 sont :

- 1° La dimension économique et la viabilité des exploitations agricoles concernées
- 2° La contribution de l'opération envisagée à la diversité des productions agricoles régionales, à la diversité des systèmes de production agricole et au développement des circuits de proximité ;
- 3° La mise en œuvre par les exploitations concernées de systèmes de production agricole permettant de combiner performance économique et performance environnementale, dont ceux relevant du mode de production biologique au sens de l'article L. 641-13 ;
- 4° Le degré de participation du demandeur ou, lorsque le demandeur est une personne morale, de ses associés à l'exploitation directe des biens objets de la demande au sens du premier alinéa de l'article L. 411-59, soit la participation sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, « *selon les usages de la région* » et en fonction de l'importance de l'exploitation, sans qu'elle se limite à la direction et à la surveillance de l'exploitation, mais sans exclure le recours à de la main d'oeuvre salariée ou à la solidarité entre agriculteurs
- 5° Le nombre d'emplois non salariés et salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations agricoles concernées ;
- 6° L'impact environnemental de l'opération envisagée ;
- 7° La structure parcellaire des exploitations concernées ;
- 8° La situation personnelle du demandeur, des autres candidats et du preneur en place.

Ces critères, pris en compte dans l'ordre des priorités précisé à l'article 3, sont définis de la façon suivante :

CRITERES	Définition
Dimension économique et viabilité de l'exploitation	Ce critère est évalué par le calcul du coefficient économique par actif (voir article 4)
Contribution à :	
la diversité des productions agricoles régionales et des systèmes de productions	La mise en avant de l'élevage et des cultures végétales spécialisées favorise la diversité des productions et des systèmes de production et est caractérisée par un grand nombre de signes de qualité produits.
Développement des circuits de proximité	Il est constaté que les exploitations ayant développé des activités de diversification (vente directe, agrotourisme, ferme pédagogique, etc....) sont de taille plus réduite que la moyenne. Le mode de calcul du coefficient économique par actif ne prend pas en compte le revenu dégagé par ce type d'activités, mais prend en compte les actifs qui y sont affectés. Le coefficient économique par actif calculé sous-estime donc la dimension économique de ces exploitations. En cas de concurrence, elles sont donc avantagées.
Promotion des systèmes de production combinant performance économique et environnementale, dont les systèmes de production agrobiologiques	Priorité est donnée aux exploitations agrobiologiques en cas de reprise de parcelles déjà menées en agrobiologie (cf paragraphe 3.3.d). Priorité est donnée selon les conditions définies dans l'article 3, aux exploitations qui remplissent un des engagements suivants (cf article 3) : - adhésion à un GIEE - adhésion au réseau DEPHY - engagement dans une certification environnementale (liste agréée par le ministère) - certification en agriculture biologique
Degré de participation du demandeur	Un critère essentiel de priorisation des différents types d'installation est le degré de participation du demandeur, traduit par le nombre d'heures annuelles réalisées à l'extérieur de l'exploitation (installations à temps plein) et la part du revenu agricole issu de l'exploitation sur le revenu professionnel global : à titre principal ou secondaire Dans le calcul du coefficient économique par actif, le nombre d'actifs pour les chefs d'exploitation, conjoints collaborateurs et salariés est proratisé au temps de travail extérieur à l'exploitation
Nombre d'emplois	Le nombre d'actifs sur l'exploitation (emplois salariés ou non salariés) entre dans le calcul du coefficient économique par actif
Impact environnemental	Dans le calcul du coefficient économique par actif : réduction du coefficient par la prise en compte d'une surface nécessaire à l'alimentation des animaux de façon à assurer le lien au sol de l'exploitation, en vue d'améliorer l'autonomie alimentaire et la valorisation des effluents d'élevage
Structure parcellaire	Priorité donnée - à la reprise de parcelles proches des bâtiments d'élevage pour améliorer la circulation des animaux, - aux échanges parcellaires opérés pour améliorer la structure parcellaire et le fonctionnement de l'exploitation - la reprise des parcelles situées à moins de 10 km du siège d'exploitation pour les agrandissements
Situation personnelle du demandeur / du preneur	Prise en compte de l'âge, de la capacité professionnelle, notamment pour inscrire les installations non aidées du fait de l'âge en rang de priorité 3 Priorité donnée dans certaines conditions, à la reprise par le conjoint d'une exploitation d'un agriculteur faisant valoir ses droits à la retraite

2) **La dimension économique d'une exploitation**, notamment visée aux articles L331-1.1°, L141-1.I.1° et L143-2.2° du code rural et de la pêche maritime, est estimée par un coefficient économique par actif de 1,5.

3) **Les agrandissements et concentrations d'exploitations excessifs**

Une opération conduit à un agrandissement ou à une concentration d'exploitations excessif quand le nombre d'ha par unité de travail agricole non salariée (UTAns) après reprise de l'exploitation, dépasse 175 ha / UTAns. Ce ratio est atteint par 10 % des exploitations spécialisées en céréaliculture et cultures de plantes oléagineuses et protéagineuses des exploitations des Pays de la Loire recensées lors du recensement général agricole 2010.

Article 8 : Durée et modalités de révision du présent schéma directeur

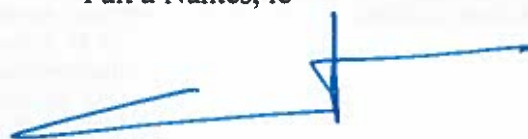
Le schéma directeur régional des exploitations agricoles est révisé, a minima, tous les cinq ans selon la même procédure.

Une évaluation de l'application du présent schéma sera réalisée à la fin de la première année suivant son approbation. Des bilans pourront être réalisés régulièrement.

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, les préfets de département du Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe et de la Vendée, les directeurs des directions départementales des territoires du Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe, et des directions départementales des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et de la Vendée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire ainsi que sur les sites internet des préfectures de la région et des départements des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 10 JUIN 2016



Henri-Michel COMET

Annexes :

annexe n°1 : Unités de production nécessaires pour atteindre le revenu disponible de référence de 30 000 € par actif

annexe n°2 : Besoins alimentaires des ateliers animaux pour le calcul des surfaces nécessaires à l'alimentation des animaux

annexe n°3 : Nombre d'actifs pris en compte dans le calcul du coefficient économique par actif

annexe n°4 : Exemple de calcul du coefficient économique par actif

annexe n°5 : Coefficients d'équivalence de surface pour les cultures végétales spécialisées

annexe n°6 : Coefficients d'équivalence de surfaces pour les productions hors-sol

**Annexe n°1 : Nombre d'unités de production nécessaires
pour atteindre un revenu disponible de 30 000 € par actif**

Productions	Spécificités	Unité	Nombre d'unités pour un disponible de 30000€ par actif
BOVINS LAIT	Lait	Quota (1000 litres livrés)	305
BOVINS VIANDE	Vaches allaitantes naisseur	Effectif vache	120
	Vaches allaitantes naisseur-engraisseur	Effectif vache	95
	Bovins viande engraisseurs	Effectif jeunes bovins vendus	330
	Veaux de boucherie	Nombre de places	570
AVICULTURE	Volaille de chair standard (poulet, dinde, pintade)	Nombre de m ² de bâtiments	3 500
	Volaille de chair Label (poulet, dinde, pintade)	Nombre de m ² de bâtiments	3 000
	Poules pondeuses en cage	Effectif poules	75 800
	Poules pondeuses Label	Effectif poules	6 820
	Poules pondeuses d'oeufs à couver	Effectif poules	14 780
	Poulettes	Effectif poulettes	37 500
	Canards prégavage	Nombre de places	17 050
	Canards gavage	Nombre de places	1 360
	Canards à rôtir	Nombre de m ² de bâtiments	2 730
PORCINS	Naisseur	Effectif truies	230
	Naisseur - engraisseur	Effectif truies	135
	Engraisseur	Nombre de places d'engraissement	2 570
	Post-sevrage	Nombre de places post-sevrage	2 920
CAPRINS		Effectif chèvres	300
OVINS	Ovins viande	Effectif brebis viande	900
	Ovins lait	Effectif brebis lait	270
LAPINS	Naisseur - engraisseur	Nombre de cages-mères	630
VITICULTURE	Production de raisins	Ha	35
	Viticulture (vinification en cave particulière et part de la vente directe > 25%)	Ha	18
	Viticulture (vinification en coopérative et part de la vente directe > 25%)	Ha	27
FRUITS	Fruits à pépins	Ha	15
	Fruits à coque	Ha	32
	Fruits à noyaux	Ha	15
	Petits fruits	Ha	46
MARAICHAGE	Sous abri haut non chauffé	M ² d'abris	26 000
	Sous serres chauffées	M ² de serres	7 760
	Plein champ	Ha	8
LEGUMES	Melon	Ha	31
	Légumes de conserve	Ha	78
	Autres légumes de plein champ	Ha	39
	Légumes secs	Ha	78
PEPINIERES	Pépinières en extérieur	Ha	14
HORTICULTURE	Horticulture en extérieur	M ²	28 700
	Horticulture sous serre	M ²	14 350
GRANDES CULTURES		Ha	105

Annexe n°2 : Besoins alimentaires des ateliers animaux pour le calcul des surfaces nécessaires à l'alimentation des animaux de l'exploitation

Productions	Unité de référence	Besoin alimentaire par unité	Taux d'autonomie retenu	Bases de calcul
RUMINANTS		en tonnes de matière sèche		<i>Base : une UGB consomme 5 tonnes de matière sèche</i>
BOVINS LAIT	1 000 litres de lait livrés	1,071	100 %	Une vache laitière et sa suite représente 1,5 UGB. Une vache laitière produit en moyenne 7 000 litres de lait.
BOVINS VIANDE				
- Naisseurs	Nb de vaches	7,25	100 %	Une vache allaitante et sa suite représentent 1,45 UGB
- Naisseurs engraisseurs	Nb de vaches	8,3	100 %	Une vache allaitante, sa suite et les mâles engraisés (50 % des vêlages) représentent 1,66 UGB
- Engraissement bovins	Nb de jeunes bovins vendus	2,15	100 %	Un jeune bovin représente 0,43 UGB
VEAUX DE BOUCHERIE	Nb de places	1,9	50 %	Une place représente 0,38 UGB
CAPRINS	Nb de chèvres	1,3	100 %	Une chèvre et sa suite représentent 0,26 UGB
OVINS	Nb de brebis (lait ou viande)	1,1	100 %	Une brebis et sa suite représentent 0,22 UGB
EQUINS	Nb d'équidés	4	100 %	Un équidé = 0,8 UGB
GRANIVORES		En ha de céréales		
PORCINS				
- naisseur	Nb de truies	0,15	50 %	Besoin alimentaire d'une truie et porcs engraisés : 1 ha de céréales, réparti de la façon suivante : - truie : 0,15 - post-sevrage : 0,1 ha pour 28 porcelets - porcs charcutiers : 0,75 ha pour 28 porcs charcutiers
- naisseur engraisseur	Nb de truies	1		
- porcs charcutiers	Nb de places de porcs charcutiers	0,033		
- post-sevrage	Nb places post-sevrage	0,004		
VOLAILLES				
Volailles de chair standard (poulet, dinde,	Nb de m ² bâtiments	0,037		

pintade, canards à rôtir)			50 %	
Volailles de chair Label (poulet, dinde, pintade, canards à rôtir)	Nb de m ² bâtiments	0,023		
Poules pondeuses en cage	Nb poules pondeuses	0,0046		2686 t / an à 72 % de céréales → 276ha de céréales pour 60000 poules pondeuses soit 0,0046 ha / poule pondeuse
Poules pondeuses plein air	Nb poules pondeuses plein air	0,0028		654,85 t / an à 45 % de céréales → 42,10 ha de céréales pour 15000 poules pondeuses soit 0,0028 ha / poule pondeuse plein air
Poules pondeuses Label rouge	Nb poules pondeuses Label rouge	0,0029		541,70 t / an à 45 % de céréales → 34,82 ha de céréales pour 12000 poules pondeuses soit 0,0029 ha / poule pondeuse label rouge
Poules pondeuses d'oeufs à couvrir	Nb poules pondeuses	0,0029		
Poulettes	Nb de m ² bâtiments	0,037		
Palmipèdes à foie gras Prégavage	Nb animaux	0,0018		465 t / an à 80 % de céréales → 53ha de céréales pour 30 000 animaux soit 0,0018 ha / animal
Palmipèdes à foie gras (Canards) – Gavage	Nb de canards	0,0012		237,26 t / an à 98 % de céréales → 33ha de céréales pour 27600 canards soit 0,0012 ha / canard
Palmipèdes – Atelier reproduction, phase pré-ponte	Nb animal	0,0040		182,40 t / an à 74 % de céréales → 19,28ha de céréales pour 4800 animaux, soit 0,0040 ha / animal
Palmipèdes – Atelier reproduction, phase ponte	Nb animal	0,006		315 t / an à 64 % de céréales → 28,80ha de céréales pour 4800 animaux, soit 0,0060 ha / animal
LAPINS naisseur engraisseur	Nb lapines	0,021		413,40 t / an pour une lapine et sa suite à 34 % de céréales → 10,5 ha de céréales pour 500 lapines et leurs suites, soit 0,021 ha / lapine + suite

**Annexe n°3 : Nombre d'actifs pris en compte
dans le calcul du coefficient économique par actif**

	Nombre d'actif
Chefs d'exploitation	<p align="center">1 par chef d'exploitation à temps plein (proratisation au temps de travail extérieur)</p> <p align="center">0 si le chef d'exploitation a atteint l'âge théorique permettant l'attribution d'une retraite à taux plein, quelle que soit la durée d'activité</p>
Associés de GAEC	<p align="center">1 par associé (proratisation au temps de travail extérieur)</p> <p align="center">0 si l'associé a atteint l'âge théorique permettant l'attribution d'une retraite à taux plein, quelle que soit la durée d'activité</p>
Associés de sociétés autres que GAEC	<p align="center">1 par associé (proratisation au temps de travail extérieur)</p> <p align="center">0 si l'associé a atteint l'âge théorique permettant l'attribution d'une retraite à taux plein, quelle que soit la durée d'activité Pas de prise en compte des apporteurs de capitaux</p>
Conjoints collaborateurs	0,7 par conjoint collaborateur
Salariés	<p align="center">0,5 pour le 1^{er} salarié en CDI depuis + de 2 ans (proratisation pour temps partiel si temps de travail extérieur <50%)</p> <p align="center">0 pour les autres salariés</p>

**Annexe n°4 : Exemple de calcul du coefficient économique par actif
et du seuil « installation élevage »**

Cas d'un GAEC à 3 associés à temps plein et un salarié en CDI depuis plus de 2 ans à 80 % sur l'exploitation : 136 ha de SAU, dont 15 ha en prairies temporaires, 600 000 litres de lait vendus, 100 places de veaux de boucherie, 930 places engraissement porcs. Un des associés est un jeune qui s'installe

1) Calcul des surfaces nécessaires à l'alimentation des animaux :

Pour les ruminants :

besoins fourragers :

- 600 000 litres de lait x 1,071 = 642,6 tonnes de matière sèche
- 100 places de veaux de boucherie x 1,9 x 50 % = 95 tonnes de matière sèche
- **total :** 737,6 tonnes de matière sèche

apports fourragers des prairies permanentes : 0 ha x 5 t MS = 0 tonnes de matière sèche

apports fourragers des prairies temporaires : 15 ha x 6,5 t MS = 97,5 tonnes de matière sèche

apports fourragers annuels nécessaires : 737,6 – 97,5 = 640,1 tonnes de matière sèche

surface en fourrages annuels : 640,1/12 t MS / ha = 53,34 ha

Total surfaces pour l'alimentation des ruminants : 0 ha de prairies permanentes + 15 ha de prairies temporaires + 53,34 ha de fourrages annuels, soit 68,34 ha

Pour les granivores :

930 places engraissement porcs x 0,033 ha = 30,69 ha

Total surfaces pour l'alimentation des granivores : 30,69 ha

TOTAL DES SURFACES POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX PRISES EN COMPTE DANS LE CALCUL DU COEFFICIENT « SURFACE » :

$$68,34 + 30,69 \times 50 \% = 83,69 \text{ ha}$$

2) Calcul du coefficient économique par actif de l'exploitation

Atelier laitier : 305 000 litres de lait vendus dégagent 30 000 € de revenu disponible

Coefficient de l'atelier lait : 600 000 litres de lait vendus / 305 000 = 1,97

Atelier veaux de boucherie : 570 places dégagent 30 000 € de revenu disponible

Coefficient de l'atelier veaux de boucherie : 100 places / 570 = 0,18

Atelier porcs engraissement : 2 570 places engraissement porcs dégagent 30 000 € de revenu disponible

Coefficient de l'atelier engraissement porcs : 930 places / 2 570 = 0,36

Atelier « surfaces » : 105 ha de grandes cultures dégagent 30 000 € de revenu disponible

SAU de l'exploitation sans les cultures végétales spécialisées = 136 ha SAU

Soustraction de la surface nécessaire pour l'alimentation des animaux - 83,69 ha

Reste : = 52,31 ha

Coefficient de l'atelier « surfaces » : 52,31 ha / 105 ha = 0,50

COEFFICIENT ECONOMIQUE DE L'EXPLOITATION :

$$1,97 + 0,18 + 0,36 + 0,50 = 3,01$$

Nombre d'actifs :

- 3 associés de GAEC à temps plein = 3 actifs
- un salarié en CDI depuis plus de 2 ans à 80 % sur l'exploitation = 0,4 actif
- **Total du nombre d'actifs = 3,4 actifs**

COEFFICIENT ECONOMIQUE PAR ACTIF de l'EXPLOITATION :

$$3,01 / 3,4 \text{ actifs} = 0,89$$

CALCUL DU SEUIL INSTALLATION ELEVAGE

Selon de la définition précisée dans l'article 1, on entend par installation en élevage, une installation sur une exploitation dont la surface pour couvrir les besoins en alimentation des animaux de l'exploitation est supérieure à 50 % de la SAU de l'exploitation.

Selon les calculs précédents, la surface nécessaire pour couvrir les besoins en alimentation des animaux est égale à la somme de la surface nécessaire pour les ruminants (68,34 ha) et pour les granivores (30,69 ha), soit un total de 99,03 ha, soit $99,03 / 136 \text{ ha de SAU} = 73 \%$

Le % étant supérieur à 50 %, le projet d'installation est donc une installation en élevage.

Annexe n°5 : coefficient d'équivalence – Productions végétales

Le tableau ci-dessous indique, pour chaque type de culture listée, la surface de cette culture dégageant la même Production Brute Standard qu'un ha de SAU régionale moyenne toutes productions confondues et qu'un ha de SAU régionale moyenne polyculture – élevage.

La PBS régionale moyenne toutes productions confondues est de **2 725 € par ha** (source : RGA 2010).

La PBS régionale moyenne polyculture-élevage a été calculée de la façon suivante :

- SAU totale des exploitations classées dans les OTEX hors OTEX Grandes cultures, maraîchage et horticulture, viticulture, cultures fruitières et permanentes, hors-sol et non classées : 1 438 444 ha
- PBS totale des exploitations classées dans les OTEX hors OTEX Grandes cultures, maraîchage et horticulture, viticulture, cultures fruitières et permanentes, hors-sol et non classées : 2 244 839 187 €

soit une PBS régionale moyenne polyculture-élevage de **1 561 € / ha**

Compte-tenu de l'importance des cultures végétales spécialisées en Pays de la Loire, l'équivalence utilisée pour le calcul des surfaces pondérées sera l'équivalence polyculture-élevage.

		Equivalence polyculture-élevage à utiliser pour le calcul de la surface pondérée
Cultures	PBS €/ha (données PBS 2010)	Coefficient d'équivalence PBS / PBS moyenne régionale) 1 ha de la culture dégage la même PBS que X ha de la SAU moyenne régionale en polyculture-élevage
Pommes de terre	17 521	11,2
Tabac	8 720	5,6
Houblon	5 348	3,4
Chanvre textile et Lin	3 142	2,01
Maïs semences	4 000	2,56
Cultures légumières de plein champ (légumes frais, melons, fraises, cultures de plein champ, légumes de conserve, légumes de plein champ)	6 734	4,3
Cultures maraîchères de plein champ (légumes frais, melons, fraises, cultures maraîchères)	27 120	17,4
Cultures maraîchères sous abris (légumes frais, melons, fraises, sous serre ou sous abri accessible)	81 351	52,1
Fleurs et plantes ornementales (non	118 351	75,8

compris pépinières) plein air ou sous abri bas		
Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) sous serre ou sous abri (accessible)	184 100	117,9
Plantes aromatiques, médicinales et condimentaires	2012	1,29
Arboriculture et baies (espèce fruitière d'origine tempérée)	13 600	8,7
Fruits à coque	3 780	2,4
Vignes pour vins de qualité (AOC et IGP)	7 811	5
Autres vignes	4 716	3
Vignes pour raisons de table	10 251	6,6
Pépinières	20 630	13,2
Arbres de Noël	12 000	7,7
Autres cultures permanentes (autres que arbres de Noël)	7 740	5
SALICULTURE		1 oeillet est équivalent à 0,55 ha en polyculture - élevage

Annexe n°6 : coefficient d'équivalence – Productions animales

Références :

- arrêté du 13/07/2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale à 12,5 ha
- arrêté du 18/09/2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol

Productions	Unité de production	Equivalence à la surface minimale d'assujettissement 12,5 ha	Coefficient d'équivalence / ha	Equivalence à la SAU moyenne régionale (61,2 ha - RGA2010)
Porcs				
Ateliers naisseurs	Nb de truies présentes	42	3,36	206
Ateliers naisseurs-engraisseurs	Nb de truies présentes	21	1,68	103
Ateliers engraisseurs et post-sevrage	Nb places engraissement ou post-sevrage	300	24	1 469
Veaux				
Ateliers engraissement-batteries	Nb places	100	8	490
	Ou Nb veaux produits par an	300	24	1 469
Volailles				
Poules pondeuses, en batterie ou au sol, pour la production d'œufs à consommer ou d'œufs à couvrir en vue de la reproduction	m ²	750	60	3 672
	Nb de poules			
Poulets de chair, type export, standard ou production traditionnelle et poulettes démarrées	m ²	1 500	120	7 344
	Pour les poulettes : nb de poulettes			
Poulet label avec parcours et poulet fermier	m ²	700	56	3 427
	Nb têtes / an	22 500	1 800	110 160
Pintades, élevage industriel	m ²	1 500	120	7 344
Pintades label en volière	m ²	700	56	3 427
	Nb têtes / an	22 500	1 800	110 160

Dindes, élevage industriel	m ²	1 500	120	7 344
Dindes fermières ou sous label avec parcours	m ²	700	56	3 427
	Nb têtes / an	7 500	600	36 720
Dindes de Noël	Nb dindes	1 500	120	7 344
Production d'œufs à couvrir	m ²	750	60	3 672
	Nb de poules			
Canards, élevage en claustration	m ²	1 500	120	7 344
	Nb têtes / an	30 000	2 400	146 880
Canards fermiers ou sous label avec parcours	m ²	700	56	3 427
	Nb têtes / an	14 000	1 120	68 544
Cailles, vendues vives	Nb / an	100 000	8 000	489 600
Cailles, vendues mortes	Nb / an	60 000	4 800	293 760
Pigeons de chair, vendus vifs	Nb couples présents	750	60	3 672
Pigeons de chair, vendus morts	Nb couples présents	600	48	2 938
Palmipèdes à foie gras				
Oies	Nb / an	500	40	2 448
Canards gavage et pré-gavage	Nb / an	1 200	96	5 875
	Nb de places			
Lapins				
Lapins de chair	Nb cages mères	125	10	612
	Nb mères présentes	140	11,2	685
Lapins angora	Nb animaux présents (dt nb animaux en production)	200 (150)	16 (12)	979 (734)
Gibier				
Faisans de tir	Nb poules présentes	175	14	857
	Nb faisans vendus / an	4 500	360	22 032
Perdrix de tir	Nb couples	225	18	1 102
	Nb perdrix grises vendues / ans	4 500	360	22 032
	Nb perdrix rouges vendues / ans	4 000	320	19 584
Lièvres	Nb couples	50	4	245

	reproducteurs présents			
Canards colverts	Nb canes	225	18	1 102
	Nb d'animaux vendus / ans	9 000	720	44 064
Sangliers élevages extensifs tir ou intensifs boucherie	Nb laies	25	2	122
	Nb animaux vendus / an	125	10	612
Fourrure				
Visons	Nb cages femelles	300	24	1 469
Myocastors	Nb femelles	100	8	490
Divers				
Truites, salmoniculture en bassin	m ² bassin	500	40	2 448
Abeilles	Nb ruches	200	16	979
Activités équestres	Nb équidés	5	0,4	24
Chats et chiens	Nb femelles reproductrices	8	0,64	39